



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 28/03/2023

Reçu en préfecture le 28/03/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230321-2023\_15-DE



# DÉLIBÉRATION

2023/15

## **REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)**

### **INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)**

#### **COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 21 Mars 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

**Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L 714-4 à L 714-13 ;

**Vu** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

**Vu** le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, relatif au régime indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire en situations de congés ;

**Vu** le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

**Vu** la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

**Vu** la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** l'arrêté du 29 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des **ingénieurs des travaux publics** de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1<sup>er</sup> groupe et du 2<sup>ème</sup> groupe des dispositions du décret 2014- 513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 13 juillet 2018 modifié, pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 23 décembre 2019 modifié, pris pour l'application au corps **des assistants de service social** des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 14 mai 2018 modifié, pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux corps **des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques** ;

**Vu** l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps **des techniciens supérieurs du développement durable** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d'Etat** du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps d'**adjoints techniques des administrations de l'Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs des administrations** de l'Etat du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** l'arrêté du 8 mars 2022 pris pour l'application au corps **des psychologues** du ministère de la justice du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

**Vu** la délibération n°2022/51, en date du 27 septembre 2022, d'actualisation du RIFSEEP IFSE et CIA ;

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion en date du 21 mars 2023 ;

**Considérant** que le RIFSEEP est composé de deux parts : l'**Indemnité de Fonctions**, de **Sujétions** et d'**Expertise (IFSE)** et le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** ;

- Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'exercice des fonctions.

Les fonctions occupées par les agents d'un même cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

- Le CIA tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents. Le CIA fait l'objet d'un versement annuel, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Suite à la création de nouveaux emplois et à la suppression de postes vacants, Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration à actualiser les tableaux de groupe de fonction et propose de :

- ✕ **METTRE EN PLACE** l'IFSE selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux :
  - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
  - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.
- ✕ **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>administrateurs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général des Services (DGS)	49 980,00€
Groupe 2		46 920,00€
Groupe 3		42 330,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>attachés territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	36 210,00€
Groupe 2	- Responsable du service ressources humaines - Responsable du conseil juridique et statutaire - Responsable du pôle santé - Responsable des carrières et instances paritaires - Responsable des finances	32 130,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics - Conseiller statutaire - Conseiller mobilité	25 500,00€
Groupe 4		20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>ingénieurs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		46 920,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	40 290,00€
Groupe 3	- Délégué à la protection des données	36 000,00€
Groupe 4		31 450,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **médecins territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Médecin du travail	43 180,00€
Groupe 2		38 250,00€
Groupe 3		29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **infirmiers territoriaux en soins généraux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		19 480,00€
Groupe 2	- Infirmier en santé au travail	15 300,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **psychologues territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		25 500,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **attachés territoriaux de conservation du patrimoine**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		29 750,00€
Groupe 2	- Archiviste itinérante et numérique	27 200,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **techniciens territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du système d'information - Responsable du service technique	19 660,00€
Groupe 2	- Responsable du service reprographie	18 580,00€
Groupe 3	- Technicien numérique protocole@CTES	17 500,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **rédacteurs territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du service accueil et communication - Responsable de la promotion de l'emploi public - Responsable du service concours - Responsable du service retraites - Responsable du service archives - Responsable du service de remplacement - Cheffe du projet et pilotage du Projet d'Administration	17 480,00€
Groupe 2	- Chargé de communication - Responsable de la paie - Responsable d'arrondissements - Référente RSU et statistiques - Responsable adjointe du service R. Humaines - Responsable adjoint du service concours - Responsable adjointe du service gestion des carrières	16 015,00€

Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable des recettes</li> <li>- Gestionnaire marchés publics</li> <li>- Chargé des droits syndicaux</li> <li>- Chargé de la comptabilité concours</li> <li>- Chargé des procédures concours</li> <li>- Chargé de mission @ctes et mairie connectée</li> <li>- Agent du service de remplacement</li> <li>- Conseiller mobilité</li> <li>- Gestionnaire retraite et référente MPO</li> <li>- Gestionnaire des instances paritaires</li> <li>- Secrétaire de direction et du conseil de discipline</li> <li>- Gestionnaire des assurances statutaires</li> </ul>	14 650,00€
----------	--	------------

➤ **Catégorie C :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>agents de maîtrise territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préventeur</li> <li>- Responsable du parc automobile et de l'entretien des locaux</li> <li>- technicien informatique</li> </ul>	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agent d'entretien des locaux</li> </ul>	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>adjoints techniques territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Webmaster</li> </ul>	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agent technique polyvalent</li> <li>- Agent d'entretien</li> </ul>	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>adjoints territoriaux du patrimoine</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestionnaire archives</li> </ul>	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>adjoints administratifs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'arrondissements</li> <li>- Responsable du service paie à façon</li> <li>- Gestionnaire paie</li> <li>- Gestionnaire bourse de l'emploi collectivités</li> <li>- Secrétaire de direction et du conseil de discipline</li> <li>- Gestionnaire retraites</li> <li>- Gestionnaire comptabilité</li> <li>- Gestionnaire paie à façon</li> <li>- Préventeur chargé du handicap</li> <li>- Gestionnaire des assurances statutaires et PSC</li> </ul>	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agent du service de remplacement</li> <li>- Secrétaire UNI et chargée d'accueil</li> <li>- Gestionnaire contrats</li> <li>- Gestionnaire bourse de l'emploi (candidats)</li> <li>- Gestionnaire du développement de l'emploi</li> <li>- Gestionnaire concours</li> <li>- Chargée des cotisations</li> <li>- Chargée d'accueil</li> <li>- Gestionnaire des instances médicales</li> <li>- Gestionnaire carrières</li> </ul>	10 800,00€

		Envoyé en préfecture le 28/03/2023
		Reçu en préfecture le 28/03/2023
		Publié le
		ID : 062-286200027-20230321-2023_15-DE
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétaire de direction</li> <li>- Gestionnaire comptabilité</li> <li>- Gestionnaire des instances paritaires</li> <li>- secrétaire chargée de la coordination des antennes médicales</li> <li>- Secrétaire médicale</li> <li>- Gestionnaire mobilité/reclassement</li> <li>- Assistante Ressources Humaines</li> <li>- Chargé de la numérisation des archives</li> <li>- Chargé de mission handicap</li> <li>- Gestionnaire administratif Rapport Social Unique</li> <li>- Gestionnaire administratif</li> <li>- Factotum</li> <li>- Gestionnaire archives</li> </ul>	

- × **PRECISER** que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon les modalités suivantes :
  1. En cas de changement de fonctions ;
  2. Au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
  3. En cas de changement de cadre d'emplois à la suite d'une promotion

× **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivantes :  
 Hors dispositions portant sur l'application de la journée de carence, en cas de congé de maladie ordinaire, les agents bénéficient du maintien de l'IFSE pendant une durée de 3 jours sur toute l'année civile.

Au-delà, un abattement de 1/30<sup>ème</sup> de l'IFSE par journée d'absence sera effectué.

*Conformément à la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 21 novembre 2018, sur les avantages collectivement acquis, la prime annuelle versée en deux fois (2/3 en juin et 1/3 en novembre) n'a pu être maintenue qu'en incluant son montant dans la part d'IFSE du RIFSEEP.*

*L'ancienne prime annuelle ne subissait aucun dégrèvement. Une prime « plancher » de 110€ par mois sera donc garantie aux agents.*

*Afin de garantir une égalité entre les fonctionnaires et les contractuels, notamment en raison de la différence de charges prélevées, la prime « plancher » garantie aux agents contractuels sera de 115,83 € brut par mois.*

*L'abattement de 1/30<sup>ème</sup> ne s'appliquera pas à la prime « plancher ».*

*En cas de maladie ordinaire, cette prime « plancher » suivra tout de même le sort du traitement conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010.*

- Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, les congés pour paternité, les congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent, de congé d'invalidité temporaire imputable au service, ou de congé d'invalidité temporaire imputable au service provisoire, l'IFSE sera maintenue intégralement ;
- Pour le fonctionnaire placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, l'IFSE qui lui a été versé durant son congé de maladie lui demeure acquise ;
- En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu ;
- En cas de service à temps partiel thérapeutique, le montant de l'IFSE sera intégralement maintenu.

× **MENSUALISER** le versement de l'IFSE ;

× **PRORATISER** le montant de l'IFSE en fonction du temps de travail ;

× **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;

× **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'IFSE prendront effet au 22 mars 2023;



- × **PRECISER** que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de nature, mais est en revanche cumulable avec :
  - L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex : frais de déplacement) ;
  - Les dispositifs d'intéressement collectif ;
  - Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...) ;
  - Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...) ;
  - La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (PRD) ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012 ;

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration à :

- × **METTRE EN PLACE** le Complément Indemnitaire Annuel (**CIA**) aux :
  - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
  - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.
- × **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>administrateurs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général des Services (DGS)	8 820,00€
Groupe 2		8 280,00€
Groupe 3		7 470,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>attachés territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	6 390,00€
Groupe 2	- Responsable du service ressources humaines - Responsable du conseil juridique et statutaire - Responsable du pôle santé - Responsable des carrières et instances paritaires - Responsable des finances	5 670,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics - Conseiller statutaire - Conseiller mobilité	4 500,00€
Groupe 4		3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>ingénieurs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		8 280,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	7 110,00€
Groupe 3	- Délégué à la protection des données	6 350,00€
Groupe 4		5 550,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>médecins territoriaux</b>		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Médecin du travail	7 620,00€
Groupe 2		6 750,00€
Groupe 3		5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>infirmiers territoriaux en soins généraux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		3 440,00€
Groupe 2	- Infirmier en santé au travail	2 700,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>psychologues territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		4 500,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>Attachés territoriaux de conservation du patrimoine</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		5 250,00€
Groupe 2	- Archiviste itinérante et numérique	4 800,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>techniciens territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du système d'information - Responsable du service technique	2 680,00€
Groupe 2	- Responsable de la reprographie	2 535,00€
Groupe 3	- Technicien numérique protocole@CTES	2 385,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>rédacteurs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du service accueil et communication - Responsable de la promotion de l'emploi public - Responsable du service concours - Responsable du service retraites - Responsable du service archives - Responsable du service de remplacement - Cheffe du projet et pilotage du Projet d'Administration	2 380,00€
Groupe 2	- Chargé de communication - Responsable de la paie - Responsable d'arrondissements - Responsable RSU et statistiques - Responsable adjointe du service R Humaines - Responsable adjoint du service concours - Responsable adjointe du service gestion des carrières	2 185,00€



Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable des recettes</li> <li>- Gestionnaire marchés publics</li> <li>- Gestionnaire statistiques</li> <li>- Chargé des droits syndicaux</li> <li>- Chargé de la comptabilité concours</li> <li>- Chargé des procédures concours</li> <li>- Chargé de mission @ctes et mairie connectée</li> <li>- Agent du service de remplacement</li> <li>- Conseiller mobilité</li> <li>- Gestionnaire retraite et référente MPO</li> <li>- Gestionnaire des instances paritaires</li> <li>- Secrétaire de direction et du conseil de discipline</li> <li>- Gestionnaire des assurances statutaires</li> </ul>	1 995,00€
----------	---	-----------


➤ **Catégorie C :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>agents de maîtrise territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préventeur</li> <li>- Responsable du parc automobile et de l'entretien des locaux</li> <li>- Technicien informatique</li> </ul>	1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agent d'entretien des locaux</li> </ul>	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>adjoints techniques territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Webmaster</li> </ul>	1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agent technique polyvalent</li> <li>- Agent d'entretien</li> </ul>	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>adjoints territoriaux du patrimoine</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestionnaire archives</li> </ul>	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des <b>adjoints administratifs territoriaux</b>		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'arrondissements</li> <li>- Responsable du service paie à façon</li> <li>- Gestionnaire paie</li> <li>- Gestionnaire bourse de l'emploi collectivités</li> <li>- Secrétaire de direction et du conseil de discipline</li> <li>- Gestionnaire retraites</li> <li>- Gestionnaire comptabilité</li> <li>- Gestionnaire paie à façon</li> <li>- Préventeur chargé du handicap</li> <li>- Gestionnaires des assurances statutaires et PSC</li> </ul>	1 260,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agent du service de remplacement</li> <li>- Secrétaire UNI et chargée d'accueil</li> <li>- Gestionnaire contrats</li> <li>- Gestionnaire bourse de l'emploi (candidats)</li> <li>- Gestionnaire du développement de l'emploi</li> <li>- Gestionnaire concours</li> <li>- Chargée des cotisations</li> <li>- Chargé d'accueil,</li> <li>- Gestionnaire des instances médicales,</li> </ul>	1 200,00€

		Envoyé en préfecture le 28/03/2023	
		Reçu en préfecture le 28/03/2023	
		Publié le	
		ID : 062-286200027-20230321-2023_15-DE	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestionnaire carrières,</li> <li>- Secrétaire de direction,</li> <li>- Gestionnaire comptabilité</li> <li>- Gestionnaire des instances paritaires</li> <li>- Secrétaire chargée de la coordination des antennes médicales</li> <li>- Secrétaire médicale</li> <li>- Gestionnaire mobilité/reclassement,</li> <li>- Assistant Ressources Humaines,</li> <li>- Chargé de la numérisation des archives,</li> <li>- Chargé de mission handicap</li> <li>- Gestionnaire administratif Rapport Social Unique</li> <li>- Gestionnaire administratif</li> <li>- Factotum</li> <li>- Gestionnaire des archives</li> </ul>		

- × **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront appliquées conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 ;
- × **AUTORISER** l'annualisation du CIA ;
- × **PRECISER** que le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre ;
- × **PRECISER** que le montant du CIA sera proratisé en fonction du temps de travail ;
- × **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;
- × **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre du CIA prendront effet au 22 mars 2023 ;
- × **PRECISER** que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- × **DECIDE** d'instituer l'**I**ndemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise (**IFSE**) et le **C**omplément **I**ndemnitaire **A**nnuel (**CIA**) selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 21 mars 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY